

**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE INTERNATIONAL**

Nota : Sauf indication contraire, toutes les sommes indiquées sont en dollars canadiens.

Introduction

Le gouvernement remercie le président du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international et les membres du Sous-comité des droits de la personne et du développement international pour les travaux qui ont permis la rédaction du rapport de juin 2003 intitulé : *Le VIH/sida et la catastrophe humanitaire en Afrique subsaharienne*.

Le gouvernement félicite le Sous-comité pour sa décision de porter son attention sur le VIH/sida et la crise humanitaire en Afrique subsaharienne. Qualitativement et quantitativement, l'Afrique subsaharienne est davantage touchée par ces problèmes que toute autre région du monde. L'attention opportune du Sous-comité témoigne des préoccupations d'un grand nombre de Canadiens et de parlementaires au sujet des répercussions de ces problèmes sur l'Afrique et sur les Africains et des initiatives que le Canada peut et devrait prendre pour aider à les résoudre. Le gouvernement partage ces préoccupations.

Le rapport signale cinq facteurs clés liés aux crises humanitaires en Afrique subsaharienne : la pandémie de VIH/sida; les pénuries alimentaires et la famine; une mise en application des droits de la personne, de la démocratie et de la bonne gouvernance qui laisse parfois à désirer; la situation au Zimbabwe; et les conflits armés. Une fois de plus, le gouvernement félicite le Sous-comité pour sa décision de se pencher sur ces facteurs. Ces derniers sont essentiels à la stabilité et la prospérité futures dans la région où dominant le discours politique. Ces facteurs sont également directement liés à cinq volets clés des priorités du Canada en matière de politique étrangère : notre intérêt pour un monde stable, sûr et prospère et la diffusion à l'étranger de valeurs canadiennes comme le développement démocratique, la primauté du droit et les droits de la personne.

Dans le discours du Trône de septembre 2002, le gouvernement a déclaré son intention d'augmenter son appui au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'initiative visant à réaliser une croissance durable en Afrique. C'était une confirmation de l'engagement que le Canada avait pris au Sommet du G8 de 2001, en Italie, à savoir, mettre l'Afrique à l'avant-plan des priorités internationales, et ce dans le contexte de la réponse du G8 au NEPAD.

À titre de président du G8 en 2002, le Canada a assuré le leadership international nécessaire pour accomplir cette tâche. Malgré un contexte international imprévisible et des événements tumultueux – les attaques terroristes de septembre 2001 et la guerre en Afghanistan –, le premier ministre a veillé à ce que l'Afrique reste un des principaux points à l'ordre du jour du Sommet de Kananaskis. L'adoption du Plan d'action pour l'Afrique du G8 dans le cadre de ce Sommet complète le NEPAD en définissant un nouveau partenariat entre le G8 et les pays d'Afrique, plan qui est axé, entre autres,